

dehors. Il n'y a qu'un danger, c'est que la mer prenne le canon de France et le retour. Or, c'est justement ce qui arrive.

L'embarkation n'avait pas doublé la jette, qu'on la vit en aller à la dérive. Une vague avait brisé la barre, et le bateau, qui ne gouvernait plus, s'est perdu contre le môle du sud. Pas un homme n'a réchappé ; car ça ne sert à rien de savoir nager quand la mer est démontée.

L'équipage du *Vivid* voyait cela. La coque étant déjà élevée, les marins chargeaient la mâture, et les verges emportaient des planches à chaque coup.

Alors Lecroisy a proposé de mettre une seconde chaloupe à la mer. Quatre hommes se sont présentés pour l'accompagner. Personne n'a songé à les empêcher de partir. On les regardait, et on savait bien qu'ils ne reviendraient pas.

Lecroisy était un bon pilote, il connaissait la rade. Il avait fait une si belle sortie, qu'un instant tout le monde espérait qu'il réussirait ; mais, malheureusement, la mer baissait depuis une heure. Dans ce cas-là, sur le banc, les lames sont de plus en plus courtes, et c'est la perte des navires qui viennent à toucher. Lecroisy voulait élever l'Amphar sans aborder ; mais ce mouvement-là, il donnait le flanc à la mer. Son embarcation s'est cabrée, et, la vague passée, on la revue livrée à l'air. Lecroisy et ses hommes, pris dessous, ont dû être tirés sur le coup. Quant au *Vivid*, un quart d'heure plus tard, il a sombré corps et biens.

Trois jours après, la mer les a tous rendus, excepté un homme à Lecroisy, qui doit être resté sur le banc. On leur a chanté une messe à Notre-Dame. Il y avait quinze cercueils dans le chœur, et une nef remplie de monde. Les uns étaient des hommes, les autres des femmes, et des enfants. Nous sommes allés en silence, profondément émus. A la fin, un de nous demanda :

« Qu'est-ce que c'est que ça ? »  
« Ça n'a pas été une mauvaise affaire pour eux, répondit le gardien. Les journaux en ont parlé. Les Parisiens ont fait des souscriptions, la ville a donné, ils sont riches. C'est tout ça comme ça, quand il y a un naufrage, on se réjouit. Mais si on savait ce qui s'est passé, on se ferait un sanglot. Les marins dans un hiver, qui laissent, eux aussi, femmes et enfants dont personne ne s'occupe. Songez donc ! L'état donne cinquante francs pour un homme et vingt-cinq francs pour un moussé. Par exemple, si le corps n'est pas retrouvé, la marine n'accorde rien. Ainsi, le camarade de Lecroisy a eu beau se noyer devant tout le monde, comme on ne l'a pas revu, l'état n'est pas occupé de ses enfants. Ces choses-là arrivent souvent. Il n'y a rien à dire. C'est la loi. »

« C'est ainsi, par exemple, dit l'un des délégués imprimeurs, que les bronzes que nous sommes obligés de tirer d'Allemagne, paient 50 fr. par 100 kilogrammes, de droits d'entrée ; les cuivres battus, en feuilles, 100 fr. par 100 kilogrammes, etc. ; or, les produits étrangers fabriqués avec ces mêmes matières premières entrent en franchise en France ! »

L'Association ouvrière et artistique pour la décoration des tissus, qui est établie à Surènes, se plaint de la même faveur accordée par le traité de commerce, aux produits étrangers.

Même quand les traités ne nous infligent pas une semblable inégalité, bien souvent la mauvaise combinaison de nos droits les rend complètement impuissants à défendre le travail français. La déposition des représentants de l'industrie métallique des buses et accessoires de cercles nous fournit, sur ce point, des renseignements curieux. Les points extrêmes de la tarification sont 45 fr. et 40 fr. par 100 kilogrammes, rien à dire sur ces chiffres ; mais l'échelonnement intermédiaire ruine les fabricants. Helevois un de nos exemples que ceux-ci ont cités devant la commission. « Les fils ronds (type n° 6) paient 20 fr. par 100 kilos. Les étrangers tournent les lois de douane en laminant et trempant ces fils, qui deviennent alors des bandes-les (type n° 7) et ne paient plus que 45 fr. par 100 kilos au lieu de 20 fr. à l'état de fil, de telle sorte que des produits beaucoup plus avancés en fabrication paient moins de droits que des produits plus bruts de l'état de matière première. »

« Le papier blanc entrant en France, dit M. Ferry, paye 8 fr. de droits ; imprimé, il ne paye rien. L'aveugle qui a dépassé son intelligence ; c'est un impôt mis sur le travail français. »

Par suite des droits très élevés qui frappent l'alcool, l'importation des étiquettes à passe en Belgique. Elles pénètrent en France libres de tout droit. « Car elles arrivent par colis postaux de 3 kilos, et tout ce qui arrive par la poste n'a aucun droit. Les industriels étrangers bénéficient de l'impôt sur le papier, du droit d'entrée, de l'impôt sur le papier, de l'impôt sur l'alcool, de l'impôt des patentes et du bon marché de la main-d'œuvre. Une fois terminées, ces étiquettes n'ont plus que quelques centimètres, et, par suite de ces impôts, plus une étiquette fabriquée à l'étranger est livrée, moins elle paie. De même pour les livres. Ils viennent dans notre pays par la poste, sans avoir aucun droit à acquitter à la frontière. »

« L'arrestation. — Un journalier, François Dobson, sans domicile fixe, a été arrêté samedi soir pour infraction à un arrêté d'expulsion prononcé contre lui en 1874. Ce pauvre diable a paru étonné d'être conduit en prison, car il était en proie à la misère la plus noire. »

« Dimanche matin, rue Daubenton, deux chiens s'entre-dévorèrent. Sous le prétexte de les séparer, les deux propriétaires de ces deux quadrupèdes en vinrent eux-mêmes aux mains et aux coups de poing même ; on ne sait comment aurait fini la rixe, si un vigoureux agent n'avait séparé les combattants. »

« Chronique colombophile. — Le grand concours de Dax, dit la *Revue colombophile*, promet d'être des plus brillants, et à quelques catastrophes près, le reste regarde ces messieurs. »

« Pour ce qui est de la France, nous ne sommes pas si riches qu'on le dit. Les produits étrangers fabriqués avec ces mêmes matières premières entrent en franchise en France ! »

« Les délégués de la chambre syndicale patronale, MM. Jousset, Lahure et Nourrit, signalent à la commission la facilité avec laquelle les droits de douane sont éludés. Les procédés les plus ingénieux sont employés par les fabricants étrangers. Ils se soustraient à l'impôt sur le papier blanc, l'imprimé, en haut d'une feuille, par exemple, le titre d'un journal dont le surplus s'imprime à Paris. Un autre procédé consiste pour l'étranger à doter une grande feuille d'un ou de plusieurs rangs d'étiquettes, par exemple, et à laisser le milieu blanc. Les bords de cette feuille font concurrence aux imprimés et au milieu au papier qui a servi à l'impression. On expédie également du papier qui a été brut. Il n'est soumis qu'à un droit de 5 fr. 50. Puis une fois à Paris, on le blanchit, ce qui est facile, et on le fait ainsi échapper au droit de 10 fr. 40. »

« M. Jousset ajoute : « Le libre-échange ne nous causerait aucun préjudice, si les concurrents étrangers supportaient les mêmes charges que nous, à l'aide de droits, non pas protecteurs, mais simplement compensateurs et correcteurs de la situation que nous font nos impôts intérieurs, et nos droits d'octroi extrêmement élevés. L'étranger n'est pas en mesure de payer ces charges. C'est évident que je ne puis pas me battre avec un adversaire qui a un casque et un armure, si moi, je suis tout nu... C'est cependant la notre situation. Une maison, ajoute M. Lahure, pressée par des commandes importantes, qu'elle n'avait pu exécuter complètement en France, a fait imprimer à Stuttgart 30,000 allumettes, même en comptant les frais de transport, lui sont revenus de retour, à 33,000 meilleur marché que si le travail avait été fait à Paris, parce qu'ils n'ont eu à acquitter ni l'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

les clarinettes tel prix. Pourquoi ne ferait-on pas de même pour les meubles ? »

Un homme dont nous n'avons pas besoin de louer la haute compétence en ces matières, M. Ferry, éditeur, cite, dans sa déposition, des exemples frappants de cette non-réciprocité de droits. Depuis le dernier traité de commerce signé avec l'Italie, la porcelaine blanche paie 10 fr. à l'entrée en France et 42 fr. à l'entrée en Italie ; dès qu'elle est dédouanée, elle paie 20 fr. à l'entrée en France et 32 fr. à l'entrée en Italie... Les étiquettes dorées, faites au chrome, qui, autrefois, étaient en Italie franches de tout droit, paient 30 fr. les 100 kilogrammes, depuis le tarif de 1884, tandis qu'elles entrent en France exemptes de tout droit. Même anomalie pour les livres.

M. Godchau, rue de la Douane, avait imaginé un moyen très ingénieux, pour imprimer, à l'aide de cylindres, les cahiers d'écriture pour les écoles, dont on fait une énorme consommation : il fournissait toute l'Italie ; aujourd'hui, ce produit paie 5 fr. de droits à l'entrée en Italie ; il a établi une succursale à Milan, d'où il importe de travail et de salaire pour les ouvriers français.

Il résulte de ces inégalités de traitement que les produits fabriqués en France entrent en Italie, pour 141 millions en 1895, tandis qu'en 1880, ils n'y ont payé que pour 74 millions.

Il n'en est pas autrement avec l'Allemagne. Les vins français, avant 1879, payaient 30 fr. l'hectolitre à leur entrée en Allemagne ; le tarif allemand les a portés à 30 fr., tandis que les vins allemands, comme ceux d'Espagne et d'Italie, entrent en France au droit de 2 fr. »

Devant une concurrence aussi inégale, une industrie, l'imprimerie lithographique, est menacée de disparaître. « Non seulement, disent ses représentants devant la commission, la lutte est devenue impossible pour nous sur les marchés étrangers, mais ces pays inondent même nos places de leurs produits d'une bonne fabrication et qu'ils livrent à des prix inabordablement bas pour nous. »

Comment en serait-il autrement ? Les matières premières employées par l'imprimerie lithographique sont frappées de droits de toutes sortes (droits de douane, droits d'octroi, impôt sur le papier, etc.), tandis que les produits étrangers similaires entrent en France libres de tout droit.

« C'est ainsi, par exemple, dit l'un des délégués imprimeurs, que les bronzes que nous sommes obligés de tirer d'Allemagne, paient 50 fr. par 100 kilogrammes, de droits d'entrée ; les cuivres battus, en feuilles, 100 fr. par 100 kilogrammes, etc. ; or, les produits étrangers fabriqués avec ces mêmes matières premières entrent en franchise en France ! »

L'Association ouvrière et artistique pour la décoration des tissus, qui est établie à Surènes, se plaint de la même faveur accordée par le traité de commerce, aux produits étrangers.

Même quand les traités ne nous infligent pas une semblable inégalité, bien souvent la mauvaise combinaison de nos droits les rend complètement impuissants à défendre le travail français. La déposition des représentants de l'industrie métallique des buses et accessoires de cercles nous fournit, sur ce point, des renseignements curieux. Les points extrêmes de la tarification sont 45 fr. et 40 fr. par 100 kilogrammes, rien à dire sur ces chiffres ; mais l'échelonnement intermédiaire ruine les fabricants. Helevois un de nos exemples que ceux-ci ont cités devant la commission. « Les fils ronds (type n° 6) paient 20 fr. par 100 kilos. Les étrangers tournent les lois de douane en laminant et trempant ces fils, qui deviennent alors des bandes-les (type n° 7) et ne paient plus que 45 fr. par 100 kilos au lieu de 20 fr. à l'état de fil, de telle sorte que des produits beaucoup plus avancés en fabrication paient moins de droits que des produits plus bruts de l'état de matière première. »

« Le papier blanc entrant en France, dit M. Ferry, paye 8 fr. de droits ; imprimé, il ne paye rien. L'aveugle qui a dépassé son intelligence ; c'est un impôt mis sur le travail français. »

Par suite des droits très élevés qui frappent l'alcool, l'importation des étiquettes à passe en Belgique. Elles pénètrent en France libres de tout droit. « Car elles arrivent par colis postaux de 3 kilos, et tout ce qui arrive par la poste n'a aucun droit. Les industriels étrangers bénéficient de l'impôt sur le papier, du droit d'entrée, de l'impôt sur le papier, de l'impôt sur l'alcool, de l'impôt des patentes et du bon marché de la main-d'œuvre. Une fois terminées, ces étiquettes n'ont plus que quelques centimètres, et, par suite de ces impôts, plus une étiquette fabriquée à l'étranger est livrée, moins elle paie. De même pour les livres. Ils viennent dans notre pays par la poste, sans avoir aucun droit à acquitter à la frontière. »

« L'arrestation. — Un journalier, François Dobson, sans domicile fixe, a été arrêté samedi soir pour infraction à un arrêté d'expulsion prononcé contre lui en 1874. Ce pauvre diable a paru étonné d'être conduit en prison, car il était en proie à la misère la plus noire. »

« Dimanche matin, rue Daubenton, deux chiens s'entre-dévorèrent. Sous le prétexte de les séparer, les deux propriétaires de ces deux quadrupèdes en vinrent eux-mêmes aux mains et aux coups de poing même ; on ne sait comment aurait fini la rixe, si un vigoureux agent n'avait séparé les combattants. »

« Chronique colombophile. — Le grand concours de Dax, dit la *Revue colombophile*, promet d'être des plus brillants, et à quelques catastrophes près, le reste regarde ces messieurs. »

« Pour ce qui est de la France, nous ne sommes pas si riches qu'on le dit. Les produits étrangers fabriqués avec ces mêmes matières premières entrent en franchise en France ! »

« Les délégués de la chambre syndicale patronale, MM. Jousset, Lahure et Nourrit, signalent à la commission la facilité avec laquelle les droits de douane sont éludés. Les procédés les plus ingénieux sont employés par les fabricants étrangers. Ils se soustraient à l'impôt sur le papier blanc, l'imprimé, en haut d'une feuille, par exemple, le titre d'un journal dont le surplus s'imprime à Paris. Un autre procédé consiste pour l'étranger à doter une grande feuille d'un ou de plusieurs rangs d'étiquettes, par exemple, et à laisser le milieu blanc. Les bords de cette feuille font concurrence aux imprimés et au milieu au papier qui a servi à l'impression. On expédie également du papier qui a été brut. Il n'est soumis qu'à un droit de 5 fr. 50. Puis une fois à Paris, on le blanchit, ce qui est facile, et on le fait ainsi échapper au droit de 10 fr. 40. »

« M. Jousset ajoute : « Le libre-échange ne nous causerait aucun préjudice, si les concurrents étrangers supportaient les mêmes charges que nous, à l'aide de droits, non pas protecteurs, mais simplement compensateurs et correcteurs de la situation que nous font nos impôts intérieurs, et nos droits d'octroi extrêmement élevés. L'étranger n'est pas en mesure de payer ces charges. C'est évident que je ne puis pas me battre avec un adversaire qui a un casque et un armure, si moi, je suis tout nu... C'est cependant la notre situation. Une maison, ajoute M. Lahure, pressée par des commandes importantes, qu'elle n'avait pu exécuter complètement en France, a fait imprimer à Stuttgart 30,000 allumettes, même en comptant les frais de transport, lui sont revenus de retour, à 33,000 meilleur marché que si le travail avait été fait à Paris, parce qu'ils n'ont eu à acquitter ni l'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

travail avait été fait à Paris, parce qu'ils n'ont eu à acquitter ni l'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »

« L'impôt de 40 fr. 40 sur le papier, ni l'impôt de 5 fr. 20 sur le cartonage, ni le droit de douane, ce livre étant complètement exempt de droits et ne payant rien à l'entrée en France. »

« Nous continuerons sans doute cette revue si instructive, mais les faits que nous venons de rapporter montrent déjà l'impérieuse nécessité d'une modification des droits. Il n'y a pas à en faire une question de libre-échange ou de protection, mais simplement une question de justice. Aucun Français ne voudra que les droits de douane soient établis contre les règles du bon sens ou tournés par les étrangers. »